

NOVEMBRE 2021

L'INFOLETTRE DE PNC-FRANCE

L'ensemble de nos actions pour l'avenir climatique



L'Edito de Bernard Accoyer
- Page 2

PNC-France dans les médias
- Page 3

PNC intervient - Page 4

Entretiens européens - Page 5

Visite du site de Cigeo - Page 6

Dunkerque - Page 7

A propos du scénario RTE - Page 8

L'illustration du mois, par Nicolas Waeckel



A propos du dernier rapport de RTE et de ses différents scénarios ...

Faites-nous connaître 

Un petit dépliant facile à imprimer est disponible sur le site de l'association à l'adresse suivante :

[Présentation PowerPoint \(pnc-france.org\)](https://pnc-france.org)

N'hésitez pas à en faire usage !
Si vous souhaitez des exemplaires papiers, faites-le nous savoir.

[Pour en savoir plus : PNC-France.org](https://pnc-france.org)



L'Edito de Bernard Accoyer,



*Il était temps de réagir
alors que le projet
insensé d'arrêter 12
réacteurs de plus d'ici
2035, après Fessenheim,
compromettait nos
objectifs climatiques.*

RTE, le gestionnaire du Réseau de Transport de l'Electricité, a présenté fin octobre son étude sur les possibles futurs énergétiques du pays en incluant leurs conséquences financières. Cette présentation fait suite à celle de février 2021 à la suite de laquelle Madame Pompili avait clamé que la preuve était apportée qu'un scénario tout renouvelable était techniquement possible, sans pour autant se soucier, du manque de données financières ou de la prudence de RTE qui avait identifié quatre difficultés majeures non résolues...

Les scénarios présentés par RTE, bien qu'encore très insatisfaisants, montrent clairement qu'en raisonnant sur l'ensemble du système, ce qui est indispensable, les systèmes qui incluent le nucléaire sont plus robustes, souffrent de moins d'incertitudes et sont plus compétitif. Ils contribueraient en particulier, ce qui est essentiel, tant à la stabilité du réseau français qu'à celle du réseau européen.

Le Président de la République, certainement informé en temps utile, a donné ces deux derniers mois une forte impulsion en faveur d'un nucléaire décarboné et garant d'une indépendance énergétique indispensable, en engageant un programme de R&D sur les réacteurs de petite et moyenne puissance et, surtout, en décidant l'engagement de la réalisation d'une première série de 6 EPR2, demandée par EDF. Il accompagne en cela un renversement d'opinion en faveur du nucléaire.

Cette évolution est certes importante dans la perspective d'une maîtrise de nos émissions de GES, mais il faudra, si nous voulons respecter nos engagements pour 2050, aller beaucoup plus loin en donnant une forte impulsion à notre industrie nucléaire et en relançant la R&D sur les systèmes du futur, durables car reposant sur notre réserve stratégique considérable d'uranium fertile.

Il était temps de réagir alors que le projet insensé d'arrêter 12 réacteurs de plus d'ici 2035, après Fessenheim, compromettait nos objectifs climatiques. Il faut aller vite et rendre caduques les orientations désastreuses données à notre politique énergétique depuis une dizaine d'années.



Emmanuel Macron lors de son discours le 9 novembre 2021. ©FranceInter



La centrale nucléaire de Fessenheim ©Wikipedia

PNC-France dans les médias

Une interview de Bernard Accoyer sur Europe 1 :

<https://www.europe1.fr/emissions/l'interview-eco/nucleaire-si-on-veut-reindustrialiser-la-france-il-faut-relancer-la-filiere-estime-bernard-accoyer-4076182>

Interview de Jean-Pierre Pervès sur LCI :

<https://www.youtube.com/watch?v=Yb96hvEKUb4>

Annonce du Président Macron sur le nucléaire du 9 novembre :

https://www.lepoint.fr/politique/macron-annonce-la-construction-de-nouveaux-reacteurs-nucleaires-09-11-2021-2451413_20.php

Cinq pays européens (dont l'Allemagne) signent à la COP 26 pour que le nucléaire ne soit pas inclus dans la taxonomie :

<https://twitter.com/ContexteEnergie/status/1458785098590048263>

Les Belges veulent importer de l'hydrogène de Namibie :

https://www.rtb.be/info/belgique/detail_cop26-la-belgique-importera-de-l-hydrogene-vert-produit-en-namibie?id=10873065

Sondage Elabe sur le nucléaire pour les français :

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/sondage-exclusif-une-majorite-de-francais-reconnait-les-merites-du-nucleaire-1361153>

Sondage Orano du 20 octobre :

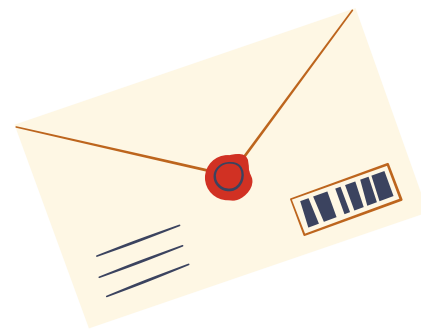
<https://www.orano.group/fr/actus/actualites-du-groupe/2021/octobre/selon-une-etude-bva-pour-orano-une-majorite-de-francais-estime-que-le-nucleaire-est-un-atout-pour-l-independance-energetique-de-la-france>



CONTEXTE



PNC-France intervient !



Au cours de ces dernières semaines, les experts de PNC-France se sont manifestés :

Après du Président de la République :

Une première fois par courrier du 10 novembre pour saluer sa déclaration de la veille annonçant la décision de lancer la construction de nouvelles centrales nucléaires et souligner que cette annonce demandait à être traduite rapidement dans les faits, la remise en cause la LTECV de 2015, la relance de la recherche sur les réacteurs de 4ème génération et la reprise de la maîtrise des prix de vente de l'électricité.

Un seconde fois par un courrier adressé également au Premier ministre et plusieurs ministres ainsi qu'à M. Th Breton, Commissaire européen pour s'opposer à un traitement identique du gaz naturel et du nucléaire dans la taxonomie. S'il l'utilisation du gaz apparaît à certains Etats nécessaire comme énergie de transition, l'utilisation du nucléaire est par contre destinée à durer, et sa qualification en énergie de transition est inappropriée.

A RTE, à l'issue de la présentation le 25 octobre de l'étude sur les « Futurs énergétiques 2050 » par un courrier adressé au Président de son directoire pour prendre acte du travail réalisé mais souligner les graves insuffisances de cette étude, notamment en ce qui concerne l'hypothèse de consommation d'électricité en 2050 qui est très sous-évaluée.

Au CSA. La veille médiatique mise en œuvre par PNC-France a permis de lui signaler que l'exigence de pluralité des opinions faisait défaut dans les débats et émissions organisés par Radio-France.



Les Entretiens Européens sur le Nucléaire à Bruxelles

Réformer le marché européen de l'électricité, retrouver la maîtrise publique de nos choix et structurer des coopérations entre Etats nucléaires

Claude Fischer Herzog, la directrice des Entretiens Européens, se réjouit de la bonne tenue de leur 19ème édition qui s'est déroulée dans un agenda communautaire important, à la veille de la COP 26 et du Conseil européen, et dans une actualité brûlante marquée par la crise du marché de l'énergie.

Ils ont rassemblé 300 personnes en salle et par zoom dont 41 intervenants, représentant des acteurs de la société civile de 14 pays d'Europe et du monde, pour 15 heures d'échanges constructifs entre eux et avec les institutions communautaires.

Partenaire des Entretiens, PNC-France était représenté par Louis Gallois et Bernard Accoyer dans les tables rondes.

L'originalité de ce colloque a été la participation des investisseurs financiers aux côtés des industriels, producteurs et consommateurs d'électricité, des élus du Parlement européen et des représentants des Etats. Tous ont souligné l'importance d'une réforme du marché en reconnaissant la nécessité de définir des missions de service d'intérêt économique général (SIEG) pour la fourniture d'électricité en continu accessible à tous, la nécessité d'un mix énergétique où le nucléaire aura toute sa place, et en ce sens, de créer les conditions trop méconnues de valorisation et de financement des projets d'investissement pour renouveler le parc.



Au premier plan le député européen Christophe Grudler © PNC-France



Claude Fischer Herzog,
Directrice des Entretiens européens © PNC-France

Le soutien et la participation active de la Commission européenne, et en particulier de la DG ENER et de la DG COMP, ont donné une dimension publique à ce débat qui doit se développer : c'est un enjeu démocratique car les choix engagent durablement nos sociétés...

De nombreuses propositions ont émergé des échanges qui trouveront leurs prolongements dans un séminaire et une 20ème édition en 2022 sur les enjeux géopolitiques du nucléaire pour permettre à l'Europe de retrouver sa place et sa compétitivité dans un monde qui connaît une renaissance nucléaire.

Retrouvez les vidéos des Entretiens sur le site www.entretiens-europeens.org

CIGEO : voyage au fond de la terre !

Une délégation des jeunes du groupe PNC 2100, conduite par Claude Fischer Herzog, a visité CIGEO, le centre industriel de stockage géologique des déchets radioactifs, situé à Bure.

Le groupe est descendu à 485 mètres sous terre pour visiter les galeries creusées dans l'argile qui accueilleront les colis des déchets nucléaires français de haute activité et moyenne activité à vie longue.

Reçus par Matthieu Denis-Viennot, en charge des relations institutionnelles et territoriales à l'Andra, l'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, un échange sans tabou ni langue de bois a pu être organisé pour permettre de construire un solide argumentaire à délivrer en réponse aux détracteurs du projet.

Découvrez des sources documentaires sur le site de l'ANDRA www.andra.fr ou sur le Supplément de La Lettre des Entretiens Européens sur les déchets nucléaires « La solution existe. Manque le courage de la décision » (site : www.entretiens-europeens.org).



Le projet de galerie à 485 mètres sous terre. © PNC-France



De gauche à droite : Pierre Dumont, Ariel Torres ? Matthieu Gariel, Claude Fischer Herzog, Jean-Nicolas Pringuet et Hugo de Lignières © PNC-France

DUNKERQUE

Du nucléaire aux renouvelables, quelle politique énergétique pour la France ?



Le 10 novembre, le club de réflexion "République moderne" animé par Claude Nicolet (présidé au niveau national par Jean-Pierre Chevènement) a organisé à Dunkerque une brillante conférence au titre ambitieux :

« Du nucléaire aux renouvelables, quelle politique énergétique pour la France ? »

Devant un parterre de près de 100 personnes trois orateurs se sont succédé pour mettre en lumière l'immensité des atouts de la France dans le domaine énergétique, en particulier ceux de sa filière électronucléaire.

Se sont exprimés Fabien Bouglé dont le livre "Nucléaire, les vérités cachées" remporte un vif succès, Florent Caulier président du collectif « Vent debout 59 » et Jacques Masurel, vice-président de notre association.

Les trois orateurs ont successivement exhorté l'assemblée à ne pas céder aux discours alarmistes s'appuyant bien souvent sur une analyse idéologique plutôt que sur des faits avérés et une véritable connaissance de la réalité.

Face aux enjeux budgétaires, climatiques, environnementaux et démocratiques, ils ont parfaitement mis en lumière les incohérences, les contradictions, les erreurs et les risques, notamment budgétaires, d'une politique énergétique mal pensée et qui porte atteinte aux intérêts fondamentaux de notre pays. Ils ont notamment mis en avant la concurrence acharnée que livre l'Allemagne en exerçant une redoutable pression sur la Commission européenne.

Une réunion passionnante qui, à leurs grandes satisfactions, mobilisa les participants pendant près de deux heures trente.

Claude NICOLET

Conseiller municipal de Dunkerque
Conseiller communauté urbaine de Dunkerque

A propos du scénario RTE



Comme évoqué ci-dessus par le Bernard Accoyer, RTE, le gestionnaire du Réseau de Transport de l'Electricité, dans l'étude qu'il a publiée le 25 octobre dernier a clairement démontré clairement que l'énergie nucléaire était la source de production d'électricité la plus favorable aux plans économique, climatique et de la sécurité d'approvisionnement.

RTE a cependant fait apparaître une prévision beaucoup trop faible de la consommation d'électricité en 2050, 635 TWh étant un chiffre supérieur d'à peine 35 % à celui de 2019, alors qu'il faudra impérativement s'être débarrassé des énergies fossiles, qui représentent encore près de 70 % de l'énergie consommée en France. La marche à franchir est donc immensément haute.

Les options non rationnelles, mais idéologiques, imposées depuis 2012, sans études sérieuses, doivent être réévaluées, sans a priori, sur des bases de besoins futurs en électricité réalistes, évalués par les Académies des sciences et des technologies à 800 à 900 TWh. Ce ne sera possible qu'avec un socle de production robuste et pilotable, le nucléaire devenant essentiel dans notre pays comme en Europe.

C'est la contribution optimale du nucléaire à la production d'électricité qui doit être recherchée, le plafond de 50 % fixé en 2012 ne relevant d'aucune étude d'optimisation ou économique. De plus, les objectifs les 12 arrêts anticipés de tranches programmés dans la Programmation pluriannuelle de l'énergie d'ici 2035 doivent être abandonnés ; il convient plutôt de s'attacher à prolonger en toute sécurité leur exploitation jusqu'à 60 ans ou plus, sous le contrôle de l'ASN.

C'est toute la programmation actuelle en direction de la maîtrise climatique qui doit être revue en urgence. PNC vous proposera une stratégie pour le futur qu'il présentera dans le cadre de la consultation que vient d'engager le gouvernement pour réviser la « Loi Energie et Climat » et sa prise en compte dans la SNBC et la PPE.

Jean-Pierre Pervès